

Moniteur du Commerce International depuis 1883



Dossier

Cameroun 2016

De grands travaux pour booster l'économie



Dossier

Shanghai

Mégalopole pilote pour la libéralisation à la chinoise



Acteur clé de la logistique spécialisée
en Afrique



ACTIVITÉS LOGISTIQUES



**TERMINAUX PORTUAIRES ET
AÉROPORTUAIRES**



**LOGISTIQUE PÉTROLIÈRE
ET MINIÈRE**



**DISTRIBUTION
D'ÉQUIPEMENTS**

40 pays - 5 continents - 5 000 collaborateurs

www.necotrans.com



Dossier spécial : Les 13 Régions à l'International

En renforçant le pouvoir économique des Conseils régionaux, la réforme territoriale de décembre 2015 confirme du même coup la compétence des exécutifs régionaux en matière d'internationalisation. Les 13 grandes régions, créées il y a près d'un an, en deviennent ainsi les pilotes, dans le cadre de leurs nouveaux documents stratégiques ou SRDEII.

Également dans ce numéro :

Dossier pays : *Le Congo veut faire jouer un rôle plus important à la mer.* Investir dans le développement des infrastructures, notamment dans le port de Pointe-Noire, tel est l'objectif du Congo. Et ce, en dépit de la situation économique morose marquée par la chute des cours du pétrole, son premier produit d'exportation.



Le palmarès des PME & ETI leaders à l'International - 8^e édition, 2016

Le huitième classement annuel des 1 000 PME et ETI leaders ne déroge pas à la règle : avec plus de 66 % de leur chiffre d'affaires réalisés, en moyenne, à l'export, les sociétés classées font vraiment partie des championnes de l'international.

Le palmarès des leaders de l'international se compose de 8 prix cette année. Les sociétés lauréates, distinguées pour leur croissance, leur stratégie, leur audace, leur performance au grand export où

encore leur excellence logistique... sont toutes présentes au classement général des 1 000 PME et ETI leaders à l'international, dit « Top 1 000 ». Ce classement général est réservé aux entreprises de moins de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires (CA) issues de l'industrie et des services marchands (hors finances, assurances et immobilier). Le critère de classement est le chiffre d'affaires réalisé à l'international (CAI) en 2015. Elles sont classées par ordre décroissant de CAI.



L'export en 10 étapes : Guide à l'usage des entrepreneurs 7^e édition, 2017

Ce guide « L'Export en 10 étapes », dont c'est la septième édition mise à jour, s'inscrit dans cette philosophie, offrant une véritable boîte à outils aux entrepreneurs, avec leur mode d'emploi !

Il répond à la multitude de questions qui surgissent sur le cheminement d'un projet à l'export : par où commencer ? Suis-je prêt ? Comment me faire une idée des marchés étrangers potentiels ? Etc.

Les 10 étapes que nous livrons dans ce guide fourmillent de réponses. Chaque étape est indissociable des autres, mais elle peut être consultée indépendamment car elle recèle ses propres questionnements et solutions.

Lettre du 8/12/2016

États-Unis / Protectionnisme : vers un « hard Trump » ou un « soft Trump » ?

Renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) avec le Mexique, remise en cause du Partenariat transpacifique (TPP) conclu par son prédécesseur avec 11 autres pays d'Asie et d'Océanie – dont le Japon et l'Australie – mais aussi du Partenariat transatlantique (TTIP ou TAFTA) en négociation avec l'Union européenne, taxation jusqu'à 45 % des importations chinoises, renforcement des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)... Donald Trump dressera-t-il vraiment toutes les barrières protectionnistes qu'il a promises durant sa campagne électorale ? Pour reprendre une expression en vogue depuis le Brexit, aura-t-on un « hard Trump » ou un « soft Trump » ?... Lire la suite sur www.lemoci.com

France/Afrique : l'entrepreneur algérien I. Rebrab fait un carton au Medef

À l'occasion du premier forum de la Jeunesse et de l'entrepreneuriat Afrique-France, organisé les 6 et 7 décembre par Medef, l'Algérien Issad Rebrab, à la tête du conglomérat Cevital (agroalimentaire, grande distribution, industrie, services), s'est procuré un vif succès personnel. Preuve en est la tentative avortée, le premier jour, de l'animateur de la séance plénière de lui couper la parole pour enchaîner sur une autre présentation. S'attirant, en fait, une bronche de l'assistance, il fut obligé de renoncer. Il est vrai que lorsque le premier entrepreneur privé d'Algérie s'exprime sur sa vision stratégique des priorités d'investissement sur le continent africain, on l'écoute... Lire la suite sur www.lemoci.com

Lettre du 1/12/2016

Chine/Route de la soie : la France écartée des sillons chinois ?

Le fait est que l'inquiétude était palpable, dans l'assistance, après les présentations par des responsables chinois, le 28 novembre à la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France (CCIP I-d-F), de l'initiative de la route de la soie du président Xi Jinping. De fait, si les représentants chinois dans l'Hexagone ont mentionné de nombreux pays et plusieurs régions du monde, la France n'a pour ainsi dire pas été citée...

Lire la suite sur www.lemoci.com

**POUR
CONTACTER
LA RÉDACTION**
01 53 80 74 06

POUR VOUS ABONNER
01 49 70 12 20
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 47

**POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ**
+33 (0)1 49 70 12 07

PLANÈTE

- 3 Mode d'emploi
- 6 • UE/Libre-échange : nouvelles pistes pour redéfinir la politique commerciale de l'UE
 - Commerce mondial : reprise en 2017
 - Vigie TAC ECONOMICS
 - Russie : forcing de la droite française pour une levée des sanctions
 - Financement : l'AFD et la CDC signent un partenariat privilégié
 - Tableau de bord du commerce international
 - The good idea

PAYS & MARCHÉS

Agenda

- 32 Salons, missions et rencontres
- Appels d'offres & projets
- 42 Appels d'offres, projets industriels

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 44 Algérie : ce qu'il faut savoir de la réforme du code des investissements
- 48 Réglementation

14 DOSSIER PAYS : CAMEROUN DE GRANDS TRAVAUX POUR BOOSTER L'ÉCONOMIE

18 Relations bilatérales

La France, incontournable pour le commerce et l'investissement

20 Trois questions à

Armel François, président du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam)

24 Les secteurs porteurs

- Hôtellerie : de nouveaux établissements pour la Can
- Télécommunications : un plan numérique en attente
- Vins et spiritueux : une montée de la classe moyenne au profit de la France

30 Pratique

34 DOSSIER PAYS : SHANGHAI MÉGALOPOLE PILOTE POUR LA LIBÉRALISATION À LA CHINOISE

36 Développement durable

Shanghai se voit en ville verte

40 Innovation et technologie

Le French Tech hub, un drôle d'objet connecté

LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

29, rue de Clichy
75009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com

Directeur de la publication

Vincent Lалу

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)
Grand reporter : François Pargny (23)

Ont collaboré à ce numéro :

Venice Affre, Marine Digabel, Parfait Siki

Maquette : Delphine Miot,

rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Conseiller du Président :

Philippe Chebanec (10)

Directrice Conseil et Développement :

Karine Rosset

Tél. : + 33 (0)4 91 28 60 26

Chef de Publicité :

Camille Lebray (01)

Assistante commerciale et

responsable technique :

Cindy Colle (14)

Fax de la publicité : +33 (0)

1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Directrice associée : Saskia Paulmier
+ 33 (0)1 49 70 12 73

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :

Michèle Marcaillou

Directrice du marketing :

Victoria Irizar

Directeur de la fabrication :

Robin Loison

Webmaster :

Pierre Lалу

Comptabilité, gestion :

Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin

Conception graphique : amarena

Impression

Imprimerie de Champagne

Rue de l'Etoile de Langres

Z1 Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des

collaborateurs permanents est :

prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction Magazine bimensuel.

Photos de couverture : D.R. - M.Digabel

Abonnement 1 an (24 numéros +

Lettre confidentielle + accès web limité)

285,88 euros TTC.

La Vie du Rail ou Le Moci

Service abonnements

29, rue de Clichy - 75009 Paris

Tél. : 01 49 70 12 20

Tarif étranger : nous consulter

Planète

Classement
PISA 2015 :
l'Asie premier
de la classe
en sciences,
la France
obtient
la moyenne

Top 20 des pays affi



Singapour arrive en tête de l'édition 2015 de l'enquête PISA (Program for International Student Assessment) en français « Programme international pour le suivi des acquis des élèves », qui évalue dans 72 pays la qualité, l'équité et l'efficacité des systèmes scolaires. Les résultats de l'enquête ont été rendus publics le 6 décembre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'enquête PISA évalue les compétences des élèves de 15 ans (en fin d'obligation scolaire), dans trois domaines : sciences, compréhension de l'écrit et mathématiques. Au total, environ 540 000 élèves, ont passé les épreuves PISA en 2015. L'évaluation met l'accent sur le domaine des sciences. En sciences, Singapour devance tous les autres pays et économies participants. Et obtient un score de 556 points, supérieur à la moyenne de 493 points des pays de l'OCDE. En moyenne, environ 8 % des élèves sont très performants en sciences dans les pays de l'OCDE (et 24 % à Singapour) : ils se classent au niveau 5 ou 6 de compétence. « À ces niveaux, précise l'enquête, les élèves possèdent suffisamment de connaissances et de compé-

tences scientifiques pour les appliquer de manière créative et autonome dans un large éventail de situations, y compris des situations qui ne leur sont pas familières ».

À Singapour, 1 élève sur 4 obtient des résultats très élevés en sciences, contre près d'1 élève sur 10 dans les pays de l'OCDE. La cité-État obtient 535 points en compréhension écrite (contre 493 points pour la moyenne de l'OCDE). En mathématiques, Singapour performe également avec 564 points (contre une moyenne de 490).

Parmi les 10 premiers pays et économies du classement les plus performants en sciences, 7 sont situés en Asie : Singapour, le Japon, le Taipei chinois, Macao, le Vietnam, Hong Kong et les villes chinoises Pékin, Shanghai, Jiangsu et Guangdong.

Totalisant 495 points dans le domaine des sciences, la France se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE (493 points). De manière générale, les résultats en France à l'enquête OCDE-PISA 2015 en sciences, mathématiques et compréhension de l'écrit sont moyens et ne montrent guère d'amélioration par rapport aux cycles précédents.

Venice Affre

chant les meilleures performances en sciences (PISA 2015)



Source : Résultats PISA 2015 - © OCDE 2016

UE/Libre-échange : nouvelles pistes pour redéfinir la politique commerciale de l'UE



Les polémiques sur le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) avec le Canada, l'élection de Donald Trump, l'ouverture prochaine des négociations sur le « Brexit » : autant de bouleversements inattendus qui supposent une redéfinition des grandes lignes de la politique commerciale européenne. À ce stade, la Commission européenne n'envisage pas de nouvelles mesures, mais, en coulisses, en particulier au sein de la Direction générale du Commerce (DG Commerce ou DG Trade), ses membres tentent d'identifier les obstacles et les éventuels atouts pour l'Union européenne (UE) d'un nouvel ordre mondial.

• Premier sujet de réflexion : comment faire face à la défiance toujours plus grande des citoyens vis-à-vis de la mondialisation ?

Le rejet des accords commerciaux, l'élection à la présidence des États-Unis de Donald Trump – le candidat républicain farouchement opposé au libre-échange – révèlent surtout l'augmentation, au sein de la population, des laissés-pour-compte de la globalisation. Une analyse qui peut également s'appliquer à l'Europe et qui explique, en partie au moins, la montée des mouvements populistes aux quatre coins du bloc. « Dans l'UE, le niveau global du PIB double en moyenne

tous les dix ans, cependant cette croissance privilégie principalement les secteurs porteurs de propriété intellectuelle. De plus, l'économie de l'Internet tend à concentrer les richesses entre un nombre limité d'entreprises et d'acteurs. La mondialisation a laissé de côté de larges pans des sociétés occidentales », reconnaît un chef de division au sein de l'exécutif à Bruxelles.

Selon lui, ce sont les pays membres qui doivent prendre le relais de la Commission pour expliquer aux citoyens les effets attendus des accords de libre-échange en cours de négociation.

• Deuxième sujet de réflexion : se préparer à la future politique commerciale de Donald Trump ?

Pour les experts de la DG Commerce, c'est le Mexique qui risque d'être le principal perdant du changement de doctrine aux États-Unis en cas de renégociation de l'accord Alena (Accord de libre-échange nord américain) en vigueur depuis 1994. Autre cible du président élu : la Chine accusée, notamment, de manipuler sa monnaie. Face aux pratiques interventionnistes de Pékin, Washington sera tenté de renforcer son arsenal de défense commerciale contre certains types de produits chinois, comme l'acier.

L'accord sur le Partenariat trans-pacifique (TPP), conclu par l'administration Obama devrait lui aussi être modifié ou « mis en

salle d'attente », résume un négociateur à la Commission qui a suivi de près les pourparlers de libre-échange UE/États-Unis lancés en 2014. Mais sa suspension posera la question de la place des États-Unis en Asie, ce qui pourrait offrir à l'UE de nouvelles possibilités sur ce continent « pour s'affirmer comme une option alternative aux États-Unis, en tant que partenaire commercial stratégique », analyse cet expert. Les fondations sont là, insiste-t-il. En effet l'UE a déjà des accords de libre-échange avec Singapour, la Corée du Sud, le Vietnam. Des négociations sont en cours avec le Japon, le bloc Asean (Association des Nations d'Asie du Sud-est), mais aussi avec la Chine ou la Birmanie pour des accords d'investissement.

Concernant les pourparlers menés entre Bruxelles et Washington, la Commission est bien consciente qu'ils ne figurent pas en tête de liste des priorités de la future administration américaine. « Le TTIP est clairement menacé », estime-t-on dans l'entourage de Cécilia Malmström, la commissaire au Commerce. De leur point de vue, il demeure, néanmoins, un réel intérêt économique à mener les discussions à leur terme. « Cependant, l'environnement politique est particulièrement difficile pour les traités commerciaux, en particulier suite aux débats autour du CETA », reconnaît un négociateur européen (voir encadré).

Kattalin Landaburu, à Bruxelles

Vers une « renationalisation » de la politique commerciale

Les difficiles tractations menées autour de l'accord de libre-échange avec le Canada suggèrent elles aussi une nouvelle approche et une redéfinition du rôle de la Commission européenne. Alors que la politique commerciale fait partie des compétences fondatrices de l'UE, le CETA, présenté comme un accord modèle de nouvelle génération, n'a paradoxalement pas renforcé ces prérogatives, mais plutôt renationalisé la politique commerciale. Or, l'implication des parlements nationaux dans la procédure de ratification pose un problème majeur, car ceux-ci ne sont pas associés aux travaux de négociation. « C'est en fait la logique des accords mixtes qui doit être revue », explique un chef d'unité de la DG Commerce,

citant les déboires autour du CETA. Car ce type d'accord global, en inscrivant, outre les avantages commerciaux, la défense de certaines valeurs – sociales, environnementales – sortent de la compétence exclusive de l'UE. « On tombe, dès lors, dans de la compétence partagée, voire nationale, qui nécessite la validation des États », détaille ce responsable. Conclure pour autant que la Commission européenne ne soit plus un partenaire crédible relève selon lui du constat alarmiste. « En matière de politique commerciale, l'UE reste efficace », juge-t-il, reconnaissant, néanmoins, que les prochains mois seront décisifs pour renforcer, ou non, son rôle sur la scène mondiale.

K. L.

LA VIGIE TAC ECONOMICS

LES ALERTES RISQUES PAYS - DÉCEMBRE 2016

Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.

Commerce mondial Reprise en 2017

En 2017, le commerce mondial ne devrait croître que de + 3,1 %, soit une reprise légère. Sa croissance en volume n'aurait pas dépassé + 2,1 % en 2016, mais la valeur des biens échangés devrait se contracter de 2 % par rapport à 2015, d'après les dernières perspectives d'Euler Hermes, publiées le 30 novembre.

Les chocs de demande (crises actuelles au Brésil et en Russie), l'ajustement structurel de la demande (rééquilibrage de la Chine, autonomie énergétique aux États-Unis), le durcissement de la politique monétaire américaine impliquant des dépréciations de devises, et la hausse des coûts d'importations, peuvent expliquer, selon l'assureur-crédit, cette évolution. Par ailleurs, rappelle Euler Hermes « la tendance à l'isolationnisme est croissante, en témoigne le nombre de mesures protectionnistes enregistrées au premier semestre 2016 (plus de 350) », 352 exactement, et les États-Unis d'avant Donald Trump ne sont pas les derniers à produire de telles mesures.

En France, la reprise économique se dessine. L'accélération de la croissance a été freinée en 2016 (+ 1,3 %) par une série de chocs défavorables. Les attentats perpétrés en 2015 et 2016 ont pesé sur le tourisme, et la consommation des ménages a été altérée par un rebond du cours du pétrole impliquant un léger mouvement de red'inflation. « Mais la reprise tant attendue est bien là, et se manifesterait davantage en 2017 (+ 1,4 %) ».

Le Brexit pèsera toutefois négativement sur le commerce extérieur. « Avant le référendum, le Royaume-Uni se positionnait comme la deuxième destination à l'export pour la France en 2017, avec une croissance des exportations estimée à + 6,1 milliards d'euros. Mais le Brexit a redistribué les cartes. Avec la sévère dépréciation de la livre sterling, qui devrait engendrer une contraction des importations britanniques, nous estimons que les exportations françaises vers le Royaume-Uni ne croîtront finalement que de + 500 millions d'euros en 2017 », confirme Stéphane Colliac. Soit un large manque à gagner de + 5,6 milliards d'euros pour les exportateurs français, souligne Euler Hermes.

En outre, la croissance économique mondiale devrait atteindre en 2016 son plus bas niveau depuis la crise (+ 2,4 %). En 2017, pour la septième année consécutive, la croissance devrait se maintenir sous le seuil des 3 %.

V. A.



RUSSIE

La bonne gestion des questions monétaires et budgétaires permet une amélioration significative des perspectives économiques avec une sortie de récession prévue pour fin 2016 même si des vulnérabilités demeurent à court terme. Les perspectives 2017 sont plus favorables en lien avec la hausse sensible des prix du pétrole et le rebond des performances commerciales. La compétitivité-change s'est nettement améliorée grâce à la dépréciation massive du rouble, même si des risques d'appréciation ne sont pas à exclure au 1^{er} trimestre 2017. Enfin, la situation politique reste stable.



TAÏWAN

La croissance économique s'est accélérée en fin d'année avec des perspectives à 1,7 % pour 2017 grâce au rebond de l'investissement et la consolidation de la consommation intérieure. La situation financière reste solide grâce au niveau important de l'excédent courant et des réserves de change. La politique de transformation industrielle menée par la Présidente Tsai Ing-Wen devrait favoriser les investissements dans les secteurs des biotechnologies, des énergies vertes et des objets connectés.



CROATIE

Après six années consécutives de récession, la Croatie bénéficie d'une amélioration de sa croissance depuis 2015 qui devrait se conforter en 2017 avec 2,1 % attendus en raison d'une demande intérieure robuste (consommation des ménages principalement), d'un surplus du compte-courant et d'une devise relativement stable. Les comptes publics demeurent toutefois fragiles malgré le pilotage de Bruxelles et l'économie fortement dépendante des revenus du tourisme.



AFRIQUE DU SUD

Le pays enregistre une détérioration croissante des risques d'activité et financiers (0,8 % de croissance attendue en 2017) liés à la faiblesse des prix des matières premières, aux risques croissants d'ajustement en Chine (forte dépendance des exportations minières Sud-Africaines) et à un environnement externe redevenu particulièrement volatile depuis l'élection de D. Trump. Des tensions sociales et politiques internes s'ajoutent à ce contexte incertain invitant à la prudence.



MEXIQUE

L'élection de D. Trump détériore les perspectives économiques du pays (2,2 % en 2017), principal sous-traitant des États-Unis (impact négatif de mesures protectionnistes potentielles sur le secteur manufacturier) qui subissait déjà les effets de consolidation des finances publiques. Cela a aussi entraîné une forte dépréciation du Peso et un nouveau cycle de resserrement de la politique monétaire en anticipation des pressions inflationnistes.



ÉMIRATS ARABES UNIS

Sous le coup de la baisse des prix du pétrole, la croissance économique a ralenti depuis 2015, avec une dégradation des soldes externes et un déficit du solde budgétaire. En parallèle, la compétitivité extérieure s'est détériorée en raison de la politique de change fixe et de l'appréciation du dollar US. Toutefois, le pays dispose de marges de manœuvre financières solides (réserves importantes, appel possible au marchés de capitaux, TVA en 2018).

